

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Europe-contre-la-democratie-grecque-Joseph-E-Stiglitz>

« L'Europe contre la démocratie grecque » Joseph E. Stiglitz

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : mercredi 1er juillet 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

NEW YORK - La dispute et l'acrimonie qui vont croissantes au sein de l'Europe pourraient passer aux yeux d'un observateur extérieur pour le résultat inévitable de la fin de partie peu amène entre la Grèce et ses créanciers. Les dirigeants européens finissent par exposer au grand jour la véritable nature du conflit autour de la dette grecque, et cela n'a rien de plaisant : il s'agit bien plus une question de pouvoir et de démocratie que d'argent et d'économie.

Le programme économique que la troïka (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI) a imposé à la Grèce il y a cinq ans était une aberration. Il a conduit à une baisse de 25% du PIB du pays. Je ne connais aucune dépression qui ait été provoquée aussi délibérément et ait eu des conséquences aussi catastrophiques. Ainsi le taux de chômage parmi les jeunes Grecs dépasse maintenant 60%.

Il est incroyable que la troïka nie toute responsabilité et refuse d'admettre à quel point ses prévisions et ses modèles étaient erronés. Mais il est encore plus surprenant que les dirigeants européens n'aient retenu aucun enseignement de tout cela. La troïka continue à exiger de la Grèce qu'elle parvienne à un budget primaire en excédent (hors paiement des intérêts de la dette) de 3,5% du PIB en 2018.

Partout dans le monde les économistes condamnent cet objectif comme punitif, car il ne peut que ralentir encore l'économie. Même si la dette de la Grèce était restructurée au-delà de tout ce que l'on peut imaginer, elle resterait en dépression si les électeurs acceptent les propositions de la troïka lors du référendum surprise qui aura lieu dimanche.

Peu de pays ont réussi à transformer un important déficit primaire en un excédent budgétaire comme l'ont fait les Grecs au cours des cinq dernières années. Et bien que le prix à payer en matière de souffrance humaine ait été extrêmement élevé, les dernières propositions du gouvernement grec constituent un grand pas en avant pour répondre aux exigences de ses créanciers.

Soyons clair : seule une très faible partie des énormes sommes d'argent prêtées à la Grèce lui étaient réellement destinées. Elles ont servi à rembourser les créanciers privés, notamment des banques en Allemagne et en France. La Grèce n'a reçu que des miettes, mais elle a payé le prix fort pour préserver les systèmes bancaires de ces pays. Le FMI et les autres créanciers "officiels" n'ont pas besoin de l'argent qu'ils réclament. Dans une situation classique, ils se contenteraient de l'utiliser pour faire un nouveau prêt à la Grèce.

Mais ce n'est pas une question d'argent. Il s'agit en réalité d'utiliser les dates limites pour contraindre la Grèce à lever le pouce et à accepter l'inacceptable : non seulement l'austérité, mais d'autres mesures régressives et punitives.

Pourquoi l'Europe fait-elle cela ? Pourquoi les dirigeants de l'UE s'opposent-ils à la tenue du référendum et refusent-ils même de reculer de quelques jours la date limite du 30 juin fixée pour le prochain remboursement de la Grèce au FMI ? L'Europe n'est-elle pas avant tout une affaire de démocratie ?

En janvier, les citoyens grecs ont élu un gouvernement qui s'est [engagé à mettre fin à l'austérité](#). Si ce gouvernement voulait simplement tenir ses engagements de campagne, il aurait déjà rejeté la proposition des créanciers. Mais il veut donner aux Grecs l'occasion d'intervenir sur cette question cruciale pour l'avenir de leur pays.

Ce souci de légitimité est incompatible avec la politique de la zone euro qui n'a jamais été un projet très démocratique. La plupart des Etats membres n'ont pas cherché l'approbation de leurs citoyens pour remettre la souveraineté monétaire de la zone entre les mains de la BCE. Quand la Suède l'a fait, les Suédois ont dit Non. Ils ont compris que le chômage augmenterait si une banque centrale concernée uniquement par le taux d'inflation (et

qui ne porterait pas l'attention voulue à la stabilité financière) décide de la politique monétaire du pays. L'économie souffrirait parce que le modèle économique sur lequel repose la zone euro est basé sur des relations de pouvoir qui désavantagent les travailleurs.

Il n'est donc pas surprenant que 16 ans après que la zone euro ait institutionnalisé ces relations, c'est l'antithèse de la démocratie qui est à l'oeuvre. Beaucoup de dirigeants européens veulent la fin du gouvernement de gauche du Premier ministre Alexis Tsipras. A leurs yeux il est inacceptable d'avoir en Grèce un gouvernement qui refuse une politique qui a tant fait pour augmenter les inégalités dans nombre de pays avancés et qui veut limiter le pouvoir de l'argent. Ils pensent qu'ils pourront se débarrasser du gouvernement de Tsipras en l'obligeant à accepter un accord en contradiction avec son mandat.

Il est difficile de donner un conseil aux Grecs pour le vote de dimanche. Dire Oui ou Non aux exigences de la troïka n'est pas chose facile, et tant l'approbation que le rejet sont porteurs d'énormes risques. Le Oui signifierait une dépression presque sans fin. Peut-être un pays dépouillé de tout (un pays qui a vendu tous ses actifs et dont la jeunesse prometteuse émigre) obtiendra-t-il finalement l'annulation de sa dette ; peut-être étant devenu un pays à revenu moyen, la Grèce va-t-elle finalement obtenir l'aide de la Banque mondiale. Cela pourrait se produire au cours de la décennie prochaine, ou de la suivante.

Par contre un Non permettrait au moins à la Grèce, avec sa forte tradition démocratique, de prendre son destin en main. Les Grecs pourraient alors [dessiner leur avenir](#), qui même s'il n'était pas aussi prospère que le passé, sera bien plus porteur d'espoir que la torture invraisemblable qui leurs est imposée aujourd'hui.

Je sais comment je voterais...

Joseph E. Stiglitz pour [Project Syndicate](#)

Original : « [Europe's Attack on Greek Democracy](#) »

[Project Syndicate](#), 29 juin 2015.

Traduit de l'anglais par : Patrice Horovitz

* **Joseph E. Stiglitz**, prix Nobel d'économie et professeur à l'Université de Columbia, a été président du Conseil des conseillers économiques du président Bill Clinton et a servi comme vice-président et économiste en chef de la Banque Mondiale.

[El Correo de la diaspora Latinoamericaine](#). Paris, le 1er juillet 2015.